

Innovation Democratique: Le Modèle De Gouvernance Militaire Au Mali

Democratic Innovation: The Military Governance Model in Mali

Dr. Patrice Racine DIALLO

Centre de Recherches de Türkiye (Fondation Maarif)
Bamako, MALI
racinediallo5481@gmail.com
pr.diallo@ml.maarifschools.org
ORCID 0000-0003-1800-1725

Makale Bilgisi / Article Information

Makale Türü / Article Types : Araştırma Makalesi / *Research Article*

Geliş Tarihi / Received : 18.11.2024

Kabul Tarihi / Accepted : 26.12.2024

Yayın Tarihi / Published : 30.12.2024

Yayın Sezonu / Pub Date Season : Aralık / *December*

Cilt / Volume: 2 • Sayı / Issue: 2 • Sayfa / Pages: 155-165

Atf / Cite as

DIALLO P.R. Innovation Democratique: Le Modèle De Gouvernance Militaire Au Mali.
Disiplinlerarası Afrika Çalışmaları Dergisi, 2/2 (2024), 155-165

Doi: 10.5281/zenodo.14577594

İntihal / Plagiarism

Bu makale, en az iki hakem tarafından incelendi ve intihal içermediği teyit edildi.
This article has been reviewed by at least two referees and scanned via a plagiarism software.

Yayın Hakkı / Copyright®

Disiplinlerarası Afrika Çalışmaları Dergisi uluslararası, bilimsel ve hakemli bir dergidir. Tüm hakları saklıdır.
Journal of Interdisciplinary African Studies is an international, scientific and peer-reviewed journal.
All rights reserved

Résumé: La démocratie est un concept en constante évolution dans les pays francophones d'Afrique noire depuis plusieurs années. Au Mali, nous sommes confrontés à une forme de démocratie qui reste implicitement non reconnue. L'objectif principal de cet article est de démontrer que le Mali expérimente une forme de démocratie militaire qui ne dit pas son nom. Cette démonstration repose sur une analyse approfondie des méthodes de gestion du pays, fondée sur les grands projets mis en place depuis le début de la transition jusqu'à aujourd'hui, ainsi que sur une comparaison avec quelques États dits démocratiques, afin de mettre en lumière la spécificité du cas malien. Cette étude est essentielle pour plusieurs raisons. Premièrement, elle couvre tous les secteurs d'activité cruciaux pour la reconstruction d'un pays, en abordant les domaines critiques nécessitant une attention particulière. Deuxièmement, elle met en évidence la singularité du régime en place, qui, malgré une période de transition, déploie des efforts considérables pour refonder le système de gouvernance nationale.

À notre connaissance, aucune recherche préalable n'a abordé ce sujet, notamment en se concentrant sur le cas spécifique du Mali. La situation au Mali présente une forme innovante de gouvernance militaire, soulevant des questions importantes sur la nature de la démocratie. En examinant ce modèle unique à la lumière des concepts démocratiques internationaux, cet article cherche à comprendre et analyser les implications de cette expérience malienne. Cette étude vise à combler cette lacune en offrant une analyse détaillée du paysage politique malien et des répercussions de son modèle de gouvernance actuel.

Mots clés: Démocratie militaire, Gouvernance, Innovation démocratique, Gouvernance militaire, Mali

Abstract: Democracy is a concept that has been evolving in Francophone sub-Saharan African countries for several years. In Mali, we are confronted with a form of democracy that remains implicitly unrecognized. The main objective of this article is to demonstrate that Mali is experimenting with a form of military democracy that does not openly declare itself as such. This demonstration is based on a thorough analysis of the country's management methods, grounded in the major projects implemented since the beginning of the transition up to the present day, as well as on a comparison with several so-called democratic states, in order to highlight the specificity of the Malian case. This study is essential for several reasons. Firstly, it covers all the crucial sectors necessary for the reconstruction of a country, addressing the critical areas requiring particular attention. Secondly, it highlights the uniqueness of the current regime, which, despite being in a transitional period, is making significant efforts to restructure the national governance system. To the best of our knowledge, no prior research has addressed this topic, particularly focusing on the specific case of Mali. The situation in Mali presents an innovative form of military governance, raising important questions about the nature of democracy. By examining this unique model in the light of international democratic concepts, this article seeks to understand and analyze the implications of this Malian experience. This study aims to fill this gap by providing a detailed analysis of the Malian political landscape and the ramifications of its current governance model.

Keywords: Military democracy, Governance, Democratic innovation, Military governance, Mali

Introduction

La démocratie est un principe fondamental de la gouvernance moderne, mais sa définition peut varier d'un pays à l'autre ou d'une communauté à l'autre (Rose and Mishler, 2002). Autrement dit, les conceptions de la démocratie varient à travers le monde, influencées par des facteurs historiques, culturels, économiques et géopolitiques (Ersson and Lane, 2013). Ces différences affectent des questions telles que les institutions démocratiques, les droits et libertés individuels, la participation citoyenne et la prise de décision. De plus, ces diversités soulèvent des questions sur l'importance d'une définition commune de la démocratie à l'échelle mondiale.

Un concept de démocratie accepté de tous favoriserait l'établissement de valeurs et de normes communes et faciliterait ainsi la coopération internationale dans le but de défendre les droits de l'homme (Pinkney, 2003). Aussi, une définition commune de la démocratie serait essentielle pour soutenir des valeurs telles que la souveraineté populaire (Robert, 2007), l'égalité des droits (Castoridis, 1997), la participation citoyenne (Bühlmann *et al.*, 2012) et le respect des libertés individuelles (Gerring, Thacker and Alfaro, 2012). Le partage de ces valeurs permettrait aux pays de travailler ensemble pour protéger les droits de tous. En d'autres termes, une compréhension uniforme de la démocratie faciliterait le dialogue et la coopération internationaux, réduisant ainsi les tensions diplomatiques résultant de différentes interprétations du concept.

Les questions de savoir premièrement si le Mali, sous la gouvernance d'un régime militaire, connaît une période de démocratie et deuxièmement de savoir si cette démocratie n'est-elle pas une nouvelle forme de démocratie appelée «démocratie militaire». Cette nouvelle forme implique une influence significative des forces armées sur la politique, ou sur le gouvernement. Il est crucial d'analyser la situation au Mali pour déterminer si elle représente une nouvelle forme de démocratie.

Deux questions de recherche principales émergent de cette analyse :

1. Quelles sont les valeurs sur lesquelles repose une démocratie à l'échelle internationale ?
2. Le Mali n'est-il pas en train de faire l'expérience d'une nouvelle forme de démocratie ?

L'objectif premier de ce travail est de discuter en s'appuyant sur un cadre théorique les caractéristiques de la démocratie à l'échelle internationale. Il sera également question d'examiner les enjeux liés à la diversité du concept de démocratie ainsi que les conséquences de ces différences sur la coopération internationale et la stabilité politique. Le second objectif est de faire ressortir les similarités dans la gouvernance, si elles existent, entre les régimes dits démocratiques et le Mali. En effet, le Mali pourrait-être en train de faire l'expérience d'une nouvelle démocratie.

Cadre Theorique

La démocratie existe sous de nombreuses formes dans le monde, chacune avec ses propres caractéristiques (Morlino, 2004). Les principaux types sont la démocratie libérale, la démocratie directe et participative et la démocratie pluraliste (Robert, 2007). La démocratie libérale repose sur une combinaison de principes démocratiques et de garanties des droits individuels, avec des valeurs clés telles que l'égalité, la liberté, l'État de droit et le pluralisme. Les principes fonda-

mentaux comprennent le respect des droits de l'homme, la séparation des pouvoirs, la participation politique et la liberté d'expression. Les critères d'évaluation comprennent la tenue d'élections libres, la protection des droits fondamentaux, l'indépendance de la justice et la lutte contre la corruption.

La démocratie directe permet aux citoyens de participer directement à la prise de décision politique, souvent par le biais de référendums ou d'initiatives populaires (Munck, 2016). La démocratie participative, quant à elle, implique une consultation continue des citoyens dans le processus politique, promouvant la transparence et la responsabilité en permettant aux citoyens de participer activement aux décisions politiques et à l'allocation des ressources (Bühlmann *et al.*, 2012). Les systèmes référendaires en Suisse et les budgets participatifs à Porto Alegre, au Brésil, peuvent compléter la démocratie représentative en offrant des opportunités supplémentaires d'engagement civique (Dalton, Sin and Jou, 2007).

La démocratie pluraliste valorise la diversité des points de vue et des groupes dans la société et encourage la liberté d'expression et le débat public (Le Pourhiet, 2011). Les mécanismes institutionnels tels que les partis politiques et les médias indépendants jouent un rôle important. La démocratie pluraliste favorise le compromis et la gestion pacifique des conflits tout en promouvant l'égalité des chances et la participation active des citoyens (Coutant, 2017). Il est conçu pour assurer une gouvernance inclusive et représentative, même s'il existe des défis tels qu'une polarisation extrême.

Bref, ces différentes formes de démocratie présentent des caractéristiques uniques qui affectent la manière dont s'exerce la gouvernance et la participation des citoyens au processus politique. Une démocratie se définit par plusieurs éléments clés (Gerring, Thacker and Alfaro, 2012) : le respect des droits de l'homme et des libertés individuelles, la séparation des pouvoirs et l'État de droit, des élections libres et équitables, ainsi que la participation citoyenne et la représentation politique.

Les régimes autoritaires sont des régimes dans lesquels le pouvoir est concentré entre les mains d'une seule personne ou d'un petit groupe et ne permettent pas un véritable pluralisme politique (Ory, 2021). Les partis d'opposition sont souvent interdits, les médias sont contrôlés et la liberté d'expression et d'association est restreinte. Le processus décisionnel est centralisé et les dirigeants autoritaires exercent un contrôle absolu sur les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Les droits individuels sont souvent ignorés.

La démocratie repose sur les principes du respect des droits individuels, d'élections libres et équitables, de séparation des pouvoirs et de l'État de droit (Rose and Mishler, 2002). Il promeut le pluralisme politique, garantit la liberté d'expression et encourage le débat public à travers des médias indépendants. La

séparation des pouvoirs dans une démocratie vise à prévenir les abus de pouvoir et à assurer un équilibre des pouvoirs entre les différentes branches du gouvernement (Guèye, 2009).

Les systèmes totalitaires sont une forme extrême de régime autoritaire qui cherche à contrôler tous les aspects de la vie politique, sociale et individuelle. Ils se caractérisent par un contrôle absolu exercé par l'État, une idéologie officielle, un culte de la personnalité du leader et l'existence d'un parti unique. Les relations internationales de ces régimes peuvent être tendues en raison de leur expansion militaire ou de leur soutien à des mouvements radicaux (Dalton, Sin and Jou, 2007).

Les systèmes oligarchiques, contrairement à la démocratie, se caractérisent par la concentration du pouvoir entre les mains d'une petite élite économique, sociale et politique. Ces régimes conduisent à des inégalités sociales croissantes et à une répartition inéquitable des ressources (Neubauer, 1967). Les démocraties visent à promouvoir l'égalité, la participation citoyenne et des processus décisionnels transparents (Linde and Ekman, 2003).

Le Modèle De Gouvernance Actuel Au Mali

Le Mali, a traversé une période politique complexe qui a été caractérisée par des transitions entre la gouvernance civile et militaire. Jusqu'au 16e siècle, le pays a été un ancien empire influent, avant d'obtenir son indépendance en 1960 sous Modibo Keïta, dont le régime socialiste a été renversé par un coup d'État militaire en 1968.

Pendant plus de vingt ans, le pays a été dirigé de manière autoritaire par le lieutenant Moussa Traoré, jusqu'à ce qu'un autre coup d'État en 1991, mené par Amadou Toumani Touré, ouvre une période démocratique avec l'élection d'Alpha Oumar Konaré en 1992. Toutefois, des difficultés persistantes, comme les révoltes au Nord et la montée du terrorisme, ont entraîné des coups d'État successifs, dont celui de 2012.

Le Mali évolue depuis lors entre une gouvernance civile et militaire, avec une transition récente menée par le Comité National pour le Salut du Peuple (CNSP) après le renversement du président Ibrahim Boubacar Keïta en 2020. Le CNSP qui comporte à sa tête 5 officiers supérieurs de l'armée.

Rôles et responsabilités des militaires

Les cinq officiers en question occupent des postes clés au sein du gouvernement de transition : le Président de la Transition, le Président du Conseil National de Transition (CNT), le Ministre de la Défense et des Anciens Combattants, le Ministre de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion Nationale et le Directeur Général de l'Agence Nationale de la Sécurité d'Etat (ANSE).

Le Président de la Transition, à la tête des forces spéciales, joue un rôle crucial dans la sécurisation du pays. Le Président du CNT, leader au sein de l'armée de terre, participe activement à la prise de décisions stratégiques et à l'adoption des lois du pays. Le Ministre de la Défense, figure importante de la garde nationale, assure la défense et la protection des frontières. Le Ministre de la Réconciliation, représentant de l'armée de l'air, œuvre pour la cohésion nationale et la paix. Enfin, le Directeur Général de l'ANSE, membre éminent de la garde nationale, garantit la sécurité intérieure et le renseignement.

Processus décisionnel collectif

En raison de leurs pouvoirs variés, les décisions relatives à la gestion du pays sont prises en concertation par les cinq officiers. Ce processus de décision collective assure une gouvernance équilibrée et partagée, éloignée de la centralisation du pouvoir autour d'une seule personne. Chaque officier joue un rôle institutionnel significatif, contribuant ainsi à une forme de démocratie unique.

Projets et initiatives majeurs du régime militaire

Les dirigeants militaires maliens ont entrepris une série de grands projets qui illustrent leur engagement envers une gouvernance démocratique. Selon Munck and Verkuilen, 2002, aucune méthode ne permet de mesurer de manière totalement satisfaisante la nature ou le type d'un régime politique.

Les projets majeurs entrepris se répartissent comme suit:

Réformes politiques et institutionnelles

- Parachèvement du processus de réorganisation territoriale
- Elaboration et l'adoption d'une nouvelle constitution
- Assainissement des partis politiques
- Réforme du système électoral
- Poursuite du chantier de la régionalisation

Education

- Projet de réhabilitation de salles de classe, dans quatre-vingt-dix-neuf (99) Centres d'Animation Pédagogique (CAP), sur l'ensemble du territoire National
- Lancement du Programme national d'éducation aux valeurs (PNEV), pilier fondamental pour la refondation du Mali
- Adoption d'un budget par le Conseil National de Transition pour la création d'universités à Sikasso, Tombouctou et Gao d'ici 2030

Diplomatie

- Imposition du respect de la Souveraineté du Mali
- Imposition du respect des choix stratégiques du Mali
- Prise en compte des intérêts du peuple malien

Défense et Sécurité

- Recouvrement de l'intégrité territoriale et la souveraineté nationale
- Déclenchement de plusieurs opérations militaires d'envergures à travers le pays
- Acquisition d'équipements militaires dont des drones et des aéronefs adaptés aux réalités géographiques
- Lancement du Projet de Rédaction de l'Histoire Militaire du Mali (Février 2024), dans le cadre de la refondation du système de défense¹

Economie

- Digitalisation des moyens de paiement et des services publics dans le cadre de la lutte contre la corruption (Top, 2024)

Transports²

- Lancement des travaux d'aménagement routier du tronçon Bamako-Koulikoro (Juillet 2024) dans le cadre des actions visant la refondation de l'État et aussi à répondre aux «besoins spécifiques et légitimes» des Maliens
- Lancement des travaux d'aménagement routier à Kati (Février 2024) conforme à la vision de la Transition concernant la modernisation de toutes les villes et de doter le pays d'infrastructures routières adéquates

Energie³

- Construction de centrales solaires et de postes et lignes de transport de l'électricité
- Renforcement des capacités de production des centres indépendants avec de nouveaux groupes électrogènes et toilettage profond des textes régissant le secteur de l'énergie

Plusieurs actions sont engagées pour donner au système énergétique malien, les instruments modernes nécessaires à son redressement et à la dynamisation de son développement.

1 <https://koulouba.ml/> (Consulté le 23 juillet 2024 à 17h 00)

2 <https://koulouba.ml/> (Consulté le 23 juillet 2024 à 17h 15 minutes)

3 <https://lessor.ml/posts/mali-secteur-energetique-les-grands-chantiers-structurants-de-la-transition-6694efbc-44c8e> (Consulté le 23 juillet 2024 à 17h 45 minutes)

Ces projets ne visent pas seulement à améliorer la transparence et l'efficacité du gouvernement, mais aussi à répondre directement aux besoins et aux préoccupations de la population. En œuvrant par exemple pour la digitalisation, le gouvernement malien cherche à simplifier les interactions entre l'État et ses citoyens, réduisant ainsi les opportunités de corruption et facilitant l'accès aux services essentiels. Ces initiatives permettent également de stimuler l'économie en modernisant les infrastructures financières, ce qui peut aider le peuple à sortir de la misère.

Les Jugements Portés À L'endroit De La Démocratie Militaire Au Mali

Stabilité politique: L'un des principaux défis de la démocratie militaire au Mali est de garantir une stabilité politique durable. Malgré une instabilité chronique et une rupture de l'ordre constitutionnel. La capacité de l'armée à maintenir la stabilité est mise en question, avec des inquiétudes sur la possibilité que les coups d'État se reproduisent, perpétuant ainsi l'instabilité.

Droits de l'homme: Les régimes militaires sont souvent associés à des violations des droits de l'homme. L'instauration d'une démocratie militaire au Mali soulève des préoccupations sur la protection des libertés fondamentales et des droits civiques. Historiquement, les régimes militaires ont été responsables de répressions politiques, de censures, d'arrestations arbitraires et de tortures, ce qui alimente les inquiétudes quant au respect des normes internationales en matière de droits de l'homme sous un régime militaire.

Efficacité du gouvernement: Les militaires, formés pour des décisions rapides et fermes, peuvent sembler aptes à gérer des crises. Toutefois, leur manque d'expérience en gestion des affaires civiles et en politique publique peut engendrer des difficultés dans la gouvernance quotidienne. Leur présence pourrait entraîner des lacunes dans la gestion économique, sociale et administrative du pays.

Transition démocratique: L'intervention militaire pourrait compromettre les progrès vers une démocratie stable. Le Mali, ayant adopté un système démocratique multipartite en 1992, voit l'intervention militaire comme une menace pour la démocratisation. La militarisation du pouvoir politique risque d'affaiblir les institutions civiles et de freiner la transition vers une démocratie durable.

Conséquences positives: La démocratie militaire au Mali pourrait également avoir des aspects positifs. Face à l'insécurité et aux menaces terroristes, les forces armées pourraient être mieux équipées et formées pour assurer la sécurité nationale. De plus, les militaires pourraient jouer un rôle dans la lutte contre la corruption et l'amélioration de la gouvernance, en apportant des réformes et en restaurant la confiance du public dans les institutions gouvernementales.

Critiques et limites: La démocratie militaire est critiquée pour plusieurs raisons. Le contrôle militaire du pouvoir peut compromettre les principes démocratiques de séparation des pouvoirs et de primauté civile. L'armée, ayant une tendance à centraliser le pouvoir, pourrait restreindre les libertés civiles, limiter la liberté d'expression et réprimer les opposants politiques. En outre, les régimes militaires sont souvent associés à l'instabilité politique, des coups d'État récurrents et à une culture autoritaire, ce qui compromet le développement des institutions démocratiques.

Contexte malien spécifique: Au Mali, la transition vers une démocratie militaire a été déclenchée par la crise politique et sécuritaire, avec la démission du président Ibrahim Boubacar Keïta en 2020 sous la pression militaire. Le Comité National pour le Salut du Peuple (CNSP), en charge de la transition, doit naviguer entre la nécessité de stabiliser le pays et le respect des principes démocratiques. Les défis incluent la réconciliation nationale, la stabilisation face aux tensions ethniques et à la menace terroriste, et la nécessité d'une transition rapide vers un gouvernement civil démocratiquement élu. La démocratie militaire ne devrait pas devenir un régime permanent ; un retour rapide à une gouvernance civile démocratique est crucial pour restaurer la souveraineté populaire et renforcer les institutions démocratiques.

En somme, la démocratie militaire au Mali pose des défis importants concernant la stabilité politique, les droits de l'homme, l'efficacité gouvernementale et la transition démocratique. Les critiques mettent en lumière des préoccupations sur le contrôle militaire du pouvoir et les restrictions des libertés civiles, tandis que les aspects positifs suggèrent des opportunités pour la sécurité nationale et la lutte contre la corruption. Le Mali doit équilibrer ces dimensions complexes pour assurer une transition réussie et durable vers une gouvernance démocratique.

Conclusion

En conclusion, la situation au Mali présente une forme innovante de gouvernance militaire qui soulève des questions importantes sur la nature de la démocratie. En examinant ce modèle unique à la lumière des concepts démocratiques internationaux, cet article cherche à comprendre et à analyser les implications de cette expérience malienne.

En suivant les grandes lignes édictées par leur peuple, les dirigeants maliens démontrent que la démocratie est véritablement le pouvoir du peuple, par le peuple et pour le peuple. Ils montrent ainsi qu'ils prennent en compte les aspirations et les besoins de leurs citoyens dans l'élaboration de leurs politiques. Cette approche reflète une compréhension profonde des principes démocratiques, où le gouvernement est au service de son peuple.

De plus, ces actions montrent que, bien que le gouvernement soit de nature militaire, il s'efforce de respecter les valeurs démocratiques. En tenant compte des préoccupations de leur peuple et en agissant pour améliorer leur bien-être, les dirigeants maliens prouvent qu'il est possible d'allier gouvernance militaire et démocratie. Cette démarche novatrice pourrait même servir de modèle pour d'autres nations confrontées à des défis similaires, démontrant que la démocratie peut prendre des formes variées, adaptées aux contextes et aux besoins spécifiques de chaque pays.

Références

- Bühlmann, M. et al. (2012) 'The democracy barometer: A new instrument to measure the quality of democracy and its potential for comparative research', *European Political Science*, 11, pp. 519–536.
- Castoriadis, C. (1997) 'Democracy as procedure and democracy as regime', *Constellations*, 4(1), pp. 1–18.
- Coutant, A. (2017) 'Fédération ou démocratie aux États-Unis: Trump, un nouveau président minoritaire', *Revue française de droit constitutionnel*, (3), pp. 601–620.
- Dalton, R.J., Sin, T. and Jou, W. (2007) 'Understanding democracy: Data from unlikely places', *Journal of democracy*, 18(4), pp. 142–156.
- Ersson, S. and Lane, J.-E. (2013) *Democracy: A comparative approach*. Routledge.
- Gerring, J., Thacker, S.C. and Alfaro, R. (2012) 'Democracy and human development', *The journal of politics*, 74(1), pp. 1–17.
- Guèye, B. (2009) 'La démocratie en Afrique: succès et résistances', *Pouvoirs*, (2), pp. 5–26.
- Linde, J. and Ekman, J. (2003) 'Satisfaction with democracy: A note on a frequently used indicator in comparative politics', *European journal of political research*, 42(3), pp. 391–408.
- Morlino, L. (2004) 'What is a 'good' democracy?', *Democratization*, 11(5), pp. 10–32.
- Munck, G.L. (2016) 'What is democracy? A reconceptualization of the quality of democracy', *Democratization*, 23(1), pp. 1–26.
- Munck, G.L. and Verkuilen, J. (2002) 'Conceptualizing and measuring democracy: Evaluating alternative indices', *Comparative political studies*, 35(1), pp. 5–34.
- Neubauer, D.E. (1967) 'Some conditions of democracy', *American Political Science Review*, 61(4), pp. 1002–1009.
- Ory, P. (2021) 'DÉMOCRATIE', *Lire*, (496), p. 119.
- Pinkney, R. (2003) *Democracy in the third world*. Lynne Rienner Publishers Boulder, CO.
- Le Pourhiet, A.-M. (2011) 'Définir la démocratie', *Revue française de droit constitutionnel*, (3), pp. 453–464.
- Robert, G. (2007) *La démocratie: ses évidences et son avenir*. Université Laval.

Rose, R. and Mishler, W. (2002) 'Comparing regime support in non-democratic and democratic countries', *Democratization*, 9(2), pp. 1–20.

Top, M. (2024) 'BCEAO NEWS', *Mars* [Preprint].

Webographie

<https://koulouba.ml/>

<https://lessor.ml/posts/mali-secteur-energetique-les-grands-chantiers-structurants-de-la-transition-6694efbc44c8e>

